

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIALDistr.  
GENERALEE/CN.14/27  
30 novembre 1959FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Deuxième session  
Point 6 de l'ordre du jour provisoire

NOTE D'INFORMATION SUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE  
FOURNIE AUX PAYS ET TERRITOIRES DE LA REGION AU TITRE DU  
PROGRAMME ELARGI ET DES PROGRAMMES ORDINAIRES

Document établi par le Secrétariat du BAT

## TABLE DES MATIERES

	Page
I. INTRODUCTION	
A. Programme élargi et programmes ordinaires d'assistance technique	1
B. Mise en oeuvre du programme dans la région africaine	1
II. QUELQUES ACTIVITES D'ASSISTANCE TECHNIQUE EN 1959	
A. Etudes économiques, planification et politique économique, statistiques	3
B. Développement des ressources naturelles et des ressources en énergie	5
C. Industrialisation et productivité	6
D. Transports et communications	8
E. Agriculture, sylviculture et pêches	9
F. Services auxiliaires concernant l'industrie et l'agriculture	10
G. Administration publique et institutions financières	12
H. Industrie du bâtiment, logement et aménagement du milieu	14
I. Santé	15
J. Education	17
K. Développement communautaire	19
L. Autres services sociaux	21
III. PERSPECTIVES	23

#### IV. ANNEXES

Annexe A. Liste des représentants-résidents et des correspondants du BAT en Afrique	24
Annexe B. Tableaux statistiques concernant l'assistance technique en Afrique	
Notes explicatives	27
Tableau 1 : Dépenses d'exécution du programme en Afrique (1958-1960)	28
Tableau 2 : Missions d'experts en Afrique (1958-1960)	30
Tableau 3 : Bourses accordées à des pays et territoires d'Afrique (1958-1960)	32
Tableau 4 : Domaines d'activité (1959-1960)	34
Tableau 5 : Part de l'Afrique dans le montant total du Programme élargi (1950-1960)	35

#### ABREVIATIONS EMPLOYEES DANS LE PRESENT DOCUMENT

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
ATNU	Assistance technique de l'ONU (Service de gestion de l')
BAT	Bureau de l'assistance technique
CAT	Comité de l'assistance technique
CCTA	Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara
CEA	Commission économique pour l'Afrique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
IMCO	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OIT	Organisation internationale du Travail
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la santé
OPEX	Désigne le personnel recruté pour remplir des fonctions de direction ou d'exécution dans les pays requérants, conformément à la résolution 1256 (XIII) de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Organisations

participantes : Organisations participant au PEAT

PEAT Programme élargi d'assistance technique

UIT Union internationale des télécommunications

UNESCO Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

US/ICA Etats-Unis d'Amérique : International Cooperation Administration

## I. INTRODUCTION

### A. Programme élargi et programmes ordinaires d'assistance technique

1. La Commission économique pour l'Afrique a exprimé le voeu d'être tenue au courant de l'évolution générale des programmes d'assistance technique des diverses organisations participant au Bureau de l'Assistance technique.

Outre l'Organisation des Nations Unies, les huit organisations suivantes sont représentées au sein du Bureau : l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Organisation mondiale de la santé, l'Union internationale des télécommunications, l'Organisation météorologique mondiale et l'Agence internationale de l'énergie atomique.

2. Toutes les organisations participantes agissent en tant qu'agents d'exécution du Programme élargi d'assistance technique, dont le financement est assuré par les contributions volontaires de quelque quatre-vingt-six gouvernements; par ailleurs, plusieurs institutions spécialisées utilisent en outre des crédits inscrits à leur budget ordinaire pour financer certaines activités d'assistance technique dans les domaines qui leur sont propres. Afin d'éviter les chevauchements, les institutions spécialisées n'ont pas établi de rapports séparés, mais ont communiqué au secrétariat du BAT les éléments qui ont servi à l'établissement du présent document qui rend compte de leurs activités, tant dans le cadre du PEAT que dans celui des programmes ordinaires.

### B. Mise en oeuvre du programme dans la région africaine

3. Comme le montre le tableau 5 de l'annexe B, qui indique le coût du Programme élargi en Afrique<sup>1/</sup> par rapport au coût global du PEAT de 1950 à 1960, le montant de l'assistance fournie à l'ensemble de la région n'a pratiquement

<sup>1/</sup> Dans le présent document, conformément au mandat de la Commission économique pour l'Afrique, l'assistance technique fournie à la région égyptienne de la République Arabe unie est comprise dans l'assistance fournie à l'Afrique. De même, on a tenu compte de la participation de pays africains à des projets régionaux intéressant les Etats arabes. Dans d'autres rapports du BAT, ces projets ont été considérés comme faisant partie des projets de la région du Moyen-Orient.

cessé d'augmenter. Pour 1960, les dépenses d'exécution dans les pays et territoires d'Afrique, au titre de la catégorie I, qui comprend les projets à exécuter en priorité absolue<sup>I/</sup> et forme le programme d'opérations de base, soumis par le BAT à l'approbation du Comité de l'assistance technique, organisme intergouvernemental chargé par le Conseil économique et social de contrôler d'une façon générale l'élaboration et l'exécution du Programme, s'élèvent à 5,03 millions de dollars, soit 19,5 pour cent du montant total du Programme élargi.

4. Le présent rapport porte surtout sur les activités de 1959, année pour laquelle le montant du programme approuvé au titre de la catégorie I s'élevait à 5,09 millions de dollars. En outre, le Président-Directeur avait approuvé, à la date du 30 octobre 1959, l'ouverture de crédits de 0,31 millions de dollars au titre des cas d'urgence, comme il est exposé ci-après. Par ailleurs, comme le montre le tableau 1 de l'annexe B, les organisations participantes avaient prévu un complément de 1,35 millions de dollars pour les programmes ordinaires d'assistance technique en Afrique. Le montant total estimatif de l'assistance technique fournie par les Nations Unies à l'Afrique a donc été d'environ 6,75 millions de dollars pour les dépenses d'exécution approuvées et les dépenses d'urgence autorisées au titre du Programme élargi ainsi que pour les dépenses des programmes ordinaires. Ce chiffre ne comprend ni les dépenses de contrepartie, ni les sommes dont les gouvernements africains sont redevables au titre des frais locaux, qui sont estimées à 0,32 millions de dollars pour 1959. Les pays africains membres de la CEA avaient annoncé, pour 1959, des contributions volontaires d'un montant total de 0,34 millions de dollars.

5. Le BAT a reçu en 1959, comme au cours des années précédentes, un certain nombre de demandes émanant, en particulier, de nouveaux pays indépendants qui

<sup>I/</sup> Voir E/CN.14/7, paragraphe 4. Voir également la brochure explicative intitulée "Le Programme élargi d'assistance technique pour le développement économique des pays sous-développés" (TAB/1/Rev.2), qui décrit les origines, les objectifs, l'organisation et le fonctionnement du Programme élargi.

devaient faire face d'urgence à des besoins qui s'étaient manifestés après que le CAT eut approuvé les programmes nationaux pour l'année et ne pouvaient être satisfaits par un ajustement du programme adopté. Toutes ces demandes ont été examinées par le Président-Directeur du BAT qui est habilité, conformément aux dispositions sur les cas d'urgence, à accorder sur le fonds de roulement et de réserve, dans les limites fixées par le CAT, des allocations permettant aux organisations participantes de faire face à des besoins urgents. Sans ces dispositions, ni la Guinée ni le Togo n'auraient eu de programme propre pour 1959. Au 30 octobre 1959, environ 24 pour cent des allocations d'urgence autorisées avaient été attribuées à des organisations participantes pour aider les pays suivants : Guinée, Libye, Maroc, Région égyptienne de la République Arabe unie, Somalie, Soudan, Togo et Tunisie.

## II. QUELQUES ACTIVITES D'ASSISTANCE TECHNIQUE EN 1959

6. Pour mettre en relief les domaines d'activité qui intéressent particulièrement la Commission, en égard à son propre programme de travail, les activités d'assistance technique entreprises en Afrique par la famille des Nations Unies dans le cadre du Programme élargi et du Programme ordinaire sont traitées ci-après par grandes catégories. Le présent document ne prétend pas dresser un inventaire de toutes les activités <sup>1/</sup>, et les projets cités ne le sont qu'à titre d'exemple. L'importance relative accordée par les divers gouvernements requérants à ces catégories d'activités d'assistance technique ressort des tableaux 4A et 4B de l'annexe B, qui donnent la répartition, suivant ces catégories, des "mois de travail" d'experts et des bourses demandées pour 1959 et 1960 par les pays de la CEA.

### A. Etudes économiques, planification et politique économique, statistiques

7. Dans ce domaine, l'assistance a été fournie surtout, mais pas exclusivement, par l'ATNU.

8. Trois experts des enquêtes économiques ont séjourné au Ghana en 1959.

<sup>1/</sup> On trouvera l'exposé détaillé du programme élargi de la catégorie I pour 1959 approuvé par le CAT dans le document E/TAC/L.175, et celui du Programme pour 1960 soumis par le BAT au CAT dans le document E/TAC/L.200. La description des projets particuliers figure dans le Guide des projets (TAB/2/Rev.1).

L'un d'eux était détaché auprès du Ministère des Finances, et a contribué à la création et à l'organisation d'un Service du budget dont le rôle est d'assurer la compatibilité de la politique budgétaire et des objectifs du Deuxième plan de développement du gouvernement. Le deuxième aide de ses conseils, depuis le mois de juillet, le Ministère de l'économie nationale pour l'analyse des données économiques. Le troisième expert, dont la mission s'est terminée au mois d'août, fournissait des avis au Ministère du commerce et de l'industrie sur la politique à suivre pour stimuler l'industrie et les investissements, ainsi que le commerce extérieur.

9. En Libye, le poste de principal économiste a de nouveau été pourvu en 1959, après une vacance d'un an. Le précédent titulaire, avant sa nomination au poste de représentant-résident, était conseiller économique du gouvernement depuis 1954. La Libye a bénéficié de façon presque continue d'une assistance technique dans ce domaine depuis décembre 1950, avant d'accéder à l'indépendance. Le poste de principal économiste avait pour le gouvernement une importance particulière étant donné l'ampleur et la diversité de l'assistance technique, tant bilatérale que multilatérale, dont bénéficiait le pays et la nécessité de mettre sur pied une organisation de planification économique. Celle-ci a pris forme au cours des dernières années, pour aboutir à la création d'un Conseil de développement, qui doit sanctionner tous les plans de développement économique avant qu'ils ne soient soumis pour approbation au Conseil des Ministres.

10. Un économiste a fait deux séjours au Togo en 1959 afin d'aider à définir les principaux problèmes économiques du pays et de recommander les mesures susceptibles de les résoudre.

11. Un expert de la planification et de la politique économique a accompli une courte mission au Maroc en qualité de spécialiste des questions économiques générales, cependant qu'un autre expert a travaillé à l'élaboration de modèles de croissance économique et de systèmes de comptabilité nationale nécessaires pour le plan quinquennal.

12. Il convient également de mentionner le programme de formation d'économistes africains. Poursuivant la mise en application d'un programme lancé en 1957, les Nations Unies ont accueilli au Siège, en septembre 1959, quatorze fonctionnaires

africains des départements économiques et connexes désignés par les gouvernements, bénéficiaires de bourses de perfectionnement de six mois chacune. Ce programme a pour objectif essentiel de renforcer les services officiels qui s'occupent du développement économique en offrant aux boursiers l'occasion d'enrichir leur expérience dans des domaines aussi variés que possible, grâce aux moyens dont dispose l'Organisation au siège même, ou dont ils peuvent profiter ailleurs par son intermédiaire. Les boursiers venaient des pays suivants : Ethiopie, Ghana, Guinée, Libéria, Libye, République Arabe unie (Région égyptienne), Somalie britannique, Somalie sous administration italienne, Togo et Tunisie.

13. Dans le domaine des statistiques, deux experts sont détachés auprès du Bureau de statistique du gouvernement du Ghana. L'un d'eux, spécialiste des statistiques du revenu national, travaille à rassembler et à mettre au point les éléments de la comptabilité du revenu national nécessaires à la programmation du développement. Le deuxième expert s'occupe du plan et de l'organisation du recensement de la population, qui doit avoir lieu au début de 1960 et prêter son concours aux opérations de recensement et à l'analyse des résultats. Un statisticien est détaché en Libye depuis 1953 et dirige le Service central de statistique du gouvernement depuis sa création. Dans ce domaine, la Libye bénéficie depuis 1951 d'une assistance technique ininterrompue; elle a notamment reçu des conseils et une assistance pour l'exécution du premier recensement, en 1954.

B. Développement des ressources naturelles et des ressources en énergie

14. Certaines des activités d'assistance technique de l'ATNU et de l'OMM sont exposées ci-après.

15. L'étude des variations magnétiques, dont l'ampleur indique l'existence probable de gisements de minerai, ouvrira sans doute de nouvelles possibilités de développement des ressources naturelles au Kenya, au Tanganyika et en Ouganda. Deux experts, utilisant du matériel prêté par le gouvernement canadien, procèdent à l'étude géomagnétique d'une trentaine au moins d'emplacements sélectionnés dans cette région. Au Maroc, un spécialiste aide le Ministère de l'économie nationale de ses conseils en matière de politique minière.



16. Un spécialiste de la photogrammétrie a été envoyé au Soudan en 1959, pour y enseigner la théorie et la pratique de la photogrammétrie sous tous ses aspects, notamment la technique de la triangulation aérienne et du raccordement, ainsi que l'utilisation pratique des instruments achetés récemment par le gouvernement. Il a également enseigné les méthodes les plus modernes de relevés aériens. Le gouvernement a demandé que cet expert revienne faire un nouveau séjour de quatre mois en 1960.
17. Un expert en matière d'instruments de l'OMM a été envoyé en Guinée, pour procéder à la remise en place du réseau d'observation et pour former du personnel local capable d'en assurer le fonctionnement. Un deuxième expert est venu, à la fin de 1959, aider le gouvernement à réorganiser l'ensemble de ses services météorologiques. Au Soudan, l'OMM a été également en mesure d'apporter son aide au gouvernement en 1959 dans les divers domaines de la météorologie. Un spécialiste de la météorologie agricole procède à l'installation d'une station expérimentale à Wad Medani, au centre de la région agricole de la Djezireh. Un autre expert a été chargé d'une courte mission pour l'installation et la mise en service d'un appareil d'enregistrement du rayonnement, dont le Soudan avait fait l'acquisition, mais dont l'utilisation nécessitait les conseils d'un spécialiste. Des bourses de perfectionnement pour l'étude de la météorologie ont été accordées à deux soudanais; on notera également la création d'un poste OPEX pour les questions de météorologie.

C. Industrialisation et productivité

18. L'assistance apportée dans ce domaine l'a été principalement par l'ATNU et l'OIT.
19. Depuis 1953, l'ATNU fournit des conseils d'experts à la Région égyptienne de la République Arabe unie pour l'installation d'une usine de DDT. En 1959, deux experts - un ingénieur chimiste et un spécialiste du DDT - ont aidé le gouvernement dans l'implantation d'un nouveau matériel fourni par le FISE pour l'exploitation de cette usine. Un autre expert a aidé le

gouvernement de ses conseils pour les questions d'établissement des budgets industriels et de comptabilité industrielle. Cet expert a organisé des stages de formation à l'intention du personnel de direction et des comptables des industries nationalisées et de celles du secteur privé. Un troisième expert s'est occupé de l'amélioration des méthodes d'apprêtage et de teinture de la soie. Huit bourses de perfectionnement ont été octroyées en 1959 dans les domaines suivants : financement industriel; tannage du cuir; apprêtage et teinture de la laine; filature et tissage du coton; apprêtage et teinture du coton; matières plastiques; industrie du papier. Un expert a poursuivi sa tâche au Maroc, au titre du Programme ordinaire de l'ATNU, pour la modernisation de l'industrie du cuir et la création de coopératives de producteurs.

20. Le projet le plus important que l'OIT ait entrepris en Afrique a consisté tout d'abord à aider à la création du Centre de productivité et de formation professionnelle de la Région égyptienne de la République Arabe unie qui est devenu plus tard le Département de la productivité et de la formation professionnelle du Ministère de l'industrie. Dans le domaine de la productivité, des cours d'évaluation ont été organisés à l'intention des chefs d'entreprises et du personnel de direction, sur des questions d'organisation et de gestion industrielles. On a créé, pour les cadres, des cours de productivité traitant des problèmes d'implantation, de manutention, d'entretien et de sécurité, de l'emplacement des postes de travail, et du perfectionnement de l'outillage mobile et des installations fixes. Dans bien des cas, les initiatives des participants ont eu pour résultat un accroissement spectaculaire de la productivité. La mission de l'OIT a dirigé elle-même un certain nombre de projets-pilotes, notamment dans une usine de tissage de soie, une manufacture de meubles métalliques et une filature de coton. Un service d'information technique a été institué, et les experts travaillent à former le personnel local qui devra en assurer le bon fonctionnement après leur départ. Treize experts de l'OIT ont été affectés à ce projet en 1959.

D. Transports et communications

21. L'assistance fournie aux pays africains dans ce domaine provenait de l'ATNU pour les transports routiers, ferroviaires et fluviaux, de l'OACI pour l'aviation civile et de l'UIT pour les télécommunications.
22. Un Centre régional des ports et de la navigation, destiné aux pays arabes, auquel ont participé des représentants de huit de ces pays, dont la Libye, le Maroc et la République Arabe unie, a été organisé à Copenhague, en octobre 1959, avec la coopération de l'IMCO et du gouvernement danois.
23. Les activités des experts des transports ferroviaires qui ont travaillé en 1959 dans la République Arabe unie constituent un exemple de l'aide fournie à un pays dont les plans de développement sont déjà avancés dans le domaine des transports. Un expert s'est occupé de la coordination des transports ferroviaires, fluviaux et routiers, tandis que quatre autres travaillaient à l'amélioration des chemins de fer égyptiens de leurs points de vue respectifs : dépeuplement des données statistiques, signalisation, contrôle du trafic, plans et fabrication d'aiguillages. Huit techniciens égyptiens des chemins de fer, de spécialisation diverse, ont bénéficié de bourses de perfectionnement en 1959.
24. Dans le domaine de l'aviation civile, le gouvernement de l'Ethiopie a demandé une assistance dès 1951, au titre du Programme élargi. Avec la coopération de l'US/ICA, il a pu créer un Office de l'aviation civile ainsi qu'une école d'aviation civile. Alors que la plupart des services étaient assurés, il y a quelques années seulement, par des techniciens étrangers, le gouvernement dispose maintenant d'un Service météorologique national et dans les services officiels, de plusieurs sections techniques dont l'effectif est presque exclusivement éthiopien. A la fin de 1958, 184 stagiaires éthiopiens possédaient des diplômes de fin d'études et avaient été embauchés par la compagnie aérienne nationale ou par le département de l'aviation civile. De ce fait, le nombre d'instructeurs en mission a pu être ramené progressivement à sept en 1959, et sera sans doute réduit à six en 1960.

25. Les activités de l'OACI en Afrique comprennent également l'assistance fournie à la Tunisie. Ce pays a bénéficié en 1959 des services d'un conseiller général assisté de deux instructeurs qui ont donné des cours au nouveau centre de formation, sur les communications, les opérations et les services de trafic aériens et sur des problèmes pratiques connexes. En outre, un expert de l'OMM a donné des cours de météorologie au centre de formation de l'aviation civile de Tunis, avec la collaboration des deux instructeurs de l'OACI.

26. Une équipe de trois experts de l'UIT a collaboré au programme de formation de l'Office impérial des télécommunications d'Ethiopie : plus de 500 employés de l'administration des télécommunications avaient déjà suivi ces cours en 1959. A la demande du gouvernement de la République Arabe unie, un expert travaille à l'amélioration des services téléphoniques et télégraphiques de la région égyptienne. Le nombre d'émetteurs privés ayant augmenté en Libye, le problème de l'encombrement des ondes a pris de plus en plus d'acuité, et une allocation d'urgence a été accordée au gouvernement en 1959 pour lui permettre de s'assurer les services d'un expert de l'UIT.

E. Agriculture, sylviculture et pêches

27. Les gouvernements africains considèrent les demandes d'assistance pour l'amélioration de la production agricole, y compris la sylviculture et les pêches, comme méritant une priorité spéciale. Plus de soixante-dix projets de la FAO ont été approuvés aux fins de mise en oeuvre en 1959 dans seize pays et territoires d'Afrique. On en trouvera ci-après deux exemples.

28. Le criquet pèlerin menace les récoltes d'une soixantaine de pays et territoires d'Afrique et de l'Asie du sud-est. D'après les évaluations de la FAO, les pays affectés dépensent annuellement de 12 à 30 millions de dollars à la lutte antiacridienne. Malgré plus de trente ans d'efforts sur le plan national et international, la lutte contre le criquet pèlerin n'est pas encore pleinement efficace. La FAO, en tant qu'agent de coordination, a détaché à Addis-Abeba un petit groupe d'experts employés à plein temps, qu'elle a chargés notamment des études écologiques et d'autres recherches nécessaires à l'établissement d'un plan à long-terme de lutte préventive. En 1959, le

groupe s'est efforcé de coordonner les campagnes entreprises dans toute l'aire d'infestation, d'intensifier les mesures antiacridiennes dans l'est de l'Afrique, et de mettre au point une action antiacridienne concertée dans l'ouest du continent.

29. L'OMM participe depuis 1956 aux recherches visant à perfectionner les méthodes actuelles de lutte antiacridienne. Deux météorologistes stationnés à Nairobi sont chargés de recueillir des renseignements plus précis quant à l'incidence des conditions météorologiques sur le comportement des acridiens. Il a fallu dresser pour la première fois des cartes météorologiques complètes et utiliser près de 5.000 mètres de microfilm pour réunir toutes les données relatives à la période de sondage choisie. La comparaison de tous ces renseignements pour une période de cinq mois, à laquelle on a procédé en 1959, a permis d'en dégager des éléments significatifs sur les relations entre les conditions météorologiques et le comportement des acridiens.

30. Au Soudan, un expert de la FAO a dirigé la construction d'une usine de préparation et de conditionnement des dattes, à l'aide de crédits alloués par le gouvernement. Les dattes conditionnées se sont bien vendues localement et à l'étranger, et la demande a même dépassé l'offre. L'expert a également établi des plans pour l'utilisation des déchets et des dattes de qualité inférieure à la production d'alcool, de sirop, de confiture, etc.

F. Services auxiliaires concernant l'industrie et l'agriculture

31. Cette rubrique assez large est consacrée principalement aux services fournis par l'ATNU pour stimuler le commerce, faciliter la commercialisation et aider les coopératives. L'OIT se charge de la plupart des activités d'enseignement technique et de formation professionnelle, plusieurs institutions, dont l'AIEA, s'occupant de divers aspects de la formation technique spécialisée.

32. Un expert de la fabrication et de la commercialisation des produits de l'artisanat, et un expert du commerce extérieur, se sont rendus au Maroc pour une mission de courte durée. Des fonctionnaires du Ghana et de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland ont bénéficié de bourses qui leur ont permis

de suivre à Genève, pendant six mois, les cours sur le commerce international organisés par le secrétariat du GATT. L'ATNU a envoyé en Tunisie un expert chargé d'aider l'Office du tourisme à ~~pré~~parer une législation et des règlements professionnels tendant à encourager le tourisme. A la suite des recommandations formulées par les experts venus précédemment, un nouvel expert a été chargé d'étudier les moyens de stimuler le commerce intérieur et extérieur.

33. Par rapport aux programmes de l'OIT dans d'autres régions, les demandes émanant d'Afrique portent plutôt sur des projets relatifs à la coopération, à l'artisanat et à la petite industrie que sur les questions touchant la productivité et les conditions ou l'organisation du travail. En Libye, l'administration prend peu à peu en charge le Centre de formation de techniciens et d'employés de bureau. Alors que vingt-neuf experts et instructeurs internationaux étaient encore affectés à ce projet en 1958, ils n'étaient plus que quinze en 1959, et leur nombre sera sans doute réduit à six en 1960. Dans le cadre de son Programme ordinaire, l'OIT a fourni une assistance à dix pays d'Afrique en 1959, surtout sous forme de missions à court-terme de fonctionnaires du siège, et de bourses de perfectionnement dans divers domaines.

34. En ce qui concerne l'énergie atomique, les pays africains ont demandé une assistance technique en 1959 sous forme de bourses, de matériel et de services d'experts. Plusieurs membres du personnel scientifique de l'AIEA ont aidé le Maroc, la Tunisie et la République Arabe unie à évaluer leurs besoins d'assistance technique. Les demandes convergeront sans doute vers le Centre de radio-isotopes du Caire, qui comprend, d'une part, des installations centrales pourvues de laboratoires et de services spécialement conçus pour la formation du personnel et, d'autre part, une série d'unités spécialisées, disséminées dans tout le pays; le Centre devra donc s'attacher à renforcer les moyens dont il dispose, à accroître son effectif permanent, et à élargir son champ d'activité, pour être mieux en mesure de fournir

des services auxiliaires à l'industrie, à l'agriculture et à l'hygiène. Plusieurs bourses de perfectionnement ont été octroyées en 1959; trois spécialistes de l'utilisation des radio-isotopes dans l'industrie et l'agriculture sont venus en mission; le Contrea a été doté de matériel.

G. Administration publique et institutions financières

35. Les gouvernements africains ont demandé aux Nations Unies une assistance toujours croissante dans ce domaine, ce qui s'explique par l'évolution politique actuelle du continent. Tandis que les postes demandés au titre du programme de l'OPEX sont strictement des postes de direction, on ne peut pas toujours établir une distinction très nette entre les demandes d'experts de l'administration publique qui sont présentées au titre du Programme ordinaire de l'ATNU et celles qui le sont dans le cadre du PEAT. En général, l'assistance de caractère plus spécialisé est fournie au titre du Programme élargi.

36. En Ethiopie, quatre experts ont été détachés en 1959 auprès de l'Institut impérial d'administration publique, où ils ont dirigé l'exécution d'un programme étendu de formation en matière d'administration publique, tout en participant à l'enseignement. Ils se tenaient également à la disposition des services publics pour les conseiller sur les questions de politique générale et les méthodes d'exécution.

37. Un spécialiste de l'organisation et des méthodes administratives est arrivé au Ghana au début de 1958. Sa mission, qui s'est prolongée jusqu'en septembre 1959, avait pour objet de revoir l'organisation administrative des divers ministères et bureaux régionaux, et de préparer à sa tâche le personnel de la Division de l'organisation et des méthodes. Il s'est aussi occupé d'enquêtes sur le rendement et de questions d'administration du personnel.

Une bourse de perfectionnement à l'étranger, d'une durée de six mois, a été octroyée au Ghana pour l'étude de l'organisation et des méthodes administratives.

38. L'assistance technique fournie à la Libye dans le domaine de l'administration publique a été poursuivie sous deux formes. D'une part, l'étude de la structure de la fonction publique et des dispositions statutaires appropriées, entreprise en 1953, est presque terminée; un expert de l'organisation et des

méthodes administratives a achevé sa mission dans le courant de 1959. Par ailleurs, l'Ecole d'administration publique de Tripoli, créée en 1953 également, utilise toujours trois experts en qualité d'instructeurs.

39. Au Soudan, un expert a aidé le gouvernement à définir une politique de mécanisation de la comptabilité; il s'est occupé de coordonner les problèmes que pose l'utilisation des machines comptables et d'améliorer les méthodes suivies dans divers ministères. Le gouvernement du Soudan et les Nations Unies ayant donné leur accord de principe aux conclusions d'une étude et d'un rapport préliminaires sur la création d'un Institut d'administration publique au Soudan, les fonctions de directeur de cet établissement ont été confiées à un conseiller expert dont les attributions s'exercent en deux étapes: organisation et fonctionnement. L'exécution de ce projet a débuté en 1959 avec le premier stade, et se poursuit en 1960 avec le deuxième, pour lequel le directeur sera assisté de deux spécialistes de la formation.

40. Un spécialiste des problèmes généraux d'administration publique s'est rendu au Togo en 1959 pour y effectuer une étude préliminaire des problèmes de structure administrative, de recrutement et de formation du personnel.

41. Les pays d'Afrique occidentale qui viennent d'accéder ou vont accéder à l'indépendance ont demandé d'urgence des conseils en ce qui concerne les divers aspects des finances publiques. Un spécialiste de l'évaluation et de l'imposition des biens immobiliers s'est rendu au Ghana pour aider les services intéressés à préparer des règlements concernant ces questions ainsi qu'un manuel à l'usage des futurs experts. Ce spécialiste doit rester au Ghana pour participer à la mise en application du programme d'évaluation.

42. Depuis le mois de mai 1959, un expert aide le gouvernement de la Guinée de ses conseils en matière de politique fiscale et monétaire et un deuxième expert s'occupe, dans le cadre du Programme ordinaire, de l'analyse de la structure du pays en vue de proposer éventuellement des réformes.

43. Un spécialiste des finances publiques est arrivé au Togo vers la fin de septembre 1959. Il aide le gouvernement à une étude du régime fiscal et financier, notamment pour les questions de nomenclature et de contrôle



budgétaires, de recettes et de dépenses, de comptes nationaux, de législation financière et fiscale et de régime du crédit. Dans le cadre du Programme ordinaire, un expert employé à court-terme a aidé le gouvernement de ses conseils en 1959 à élaborer une comptabilité des systèmes monétaire et bancaire, notamment du point de vue des transactions entre le Togo et le reste du monde; ces comptes doivent servir à une analyse du système monétaire actuel en vue de réformes éventuelles.

H. Industrie du bâtiment, logement et aménagement du milieu

44. Les demandes d'assistance dans ce domaine ont surtout été adressées à l'ATNU.

45. Le lancement du deuxième plan de développement du Ghana, en juillet 1959, qui laisse prévoir un développement des transports, de l'exploitation des mines, de l'industrie, de l'agriculture et du commerce, aura sans doute pour effet d'intensifier et d'accélérer les migrations internes et l'urbanisation. Les grandes agglomérations sont peu nombreuses et souffrent déjà de la pénurie des logements et de l'insuffisance des installations d'intérêt public; le gouvernement a demandé les conseils d'un expert pour les services d'urbanisme et d'aménagement des campagnes du Ministère du logement. Le gouvernement se propose de créer un Centre où seraient formés un nombre suffisant d'agents d'urbanisme et d'aménagement, et dont pourraient profiter éventuellement les pays voisins. Un expert a passé deux mois au Ghana, en 1959, afin de discuter les éléments du problème et d'aider à en préparer la solution. Il doit revenir en 1960, pour participer, pendant un an, à la mise en oeuvre de ses recommandations.

46. Le spécialiste des habitations à bon marché qui avait été envoyé en Libye en 1958 poursuivra ses travaux en 1960. Le gouvernement a approuvé le principe de constructions modèles à prix de revient modique; des réalisations concrètes devraient être bientôt mises en chantier.

47. Un spécialiste des habitations à bon marché a été envoyé en 1959 auprès du gouvernement du Libéria, pour une période initiale d'un an, dans le cadre du Programme ordinaire. Il travaille en coopération étroite avec un expert du développement communautaire, nommé également au titre du Programme ordinaire.

## I. Santé

48. D'une manière générale, les pays membres de la CEA donnent une très haute priorité à leurs demandes d'assistance d'experts dans le domaine de la santé. Il ressort du tableau 4 de l'annexe B, qui fait le compte, en mois de travail, des services fournis par les experts en 1959, que près de 25 pour cent de la totalité des demandes d'assistance formulées dans le cadre du Programme élargi ont pour objet d'améliorer les services de santé. Outre l'assistance consentie au titre du PEAT, l'OMS a fourni des services d'experts et des bourses de perfectionnement, ainsi que du matériel en coopération avec le FISE, la dépense totale pour les pays et territoires d'Afrique pouvant être estimée à 985,245 dollars en 1959. On trouvera ci-après, à titre d'exemple, un aperçu de trois projets concernant les maladies transmissibles, la nutrition et la technique sanitaire.

49. Au Libéria, l'OMS contribue à la lutte contre le pian depuis 1953, époque à laquelle des enquêtes préliminaires ont été entreprises, avant le lancement d'une campagne intensive en 1954. Trois experts de l'OMS se sont occupés de ce projet en 1958 et 1959. Il ressort d'une nouvelle enquête, exécutée dans tout le pays en 1958 et au cours de laquelle 839,687 personnes ont été examinées, que le nombre total de cas actifs a considérablement diminué; en effet, alors que la proportion était de 19,1 pour cent lors de la première enquête, ne comprenant que 0,5 pour cent de cas contagieux, elle n'était plus que de 4,1 pour cent lors de la deuxième. En 1959, sept des vingt-et-une équipes de lutte contre le pian ont été affectées aux régions où la maladie était plus répandue qu'on ne l'aurait pensé, les quatorze autres procédant aux opérations de consolidation du projet. Il faut que la proportion du nombre total des cas actifs tombe à moins de 2 pour cent pour que la phase d'enquête de la campagne puisse être considérée comme terminée et que commence la phase de surveillance par les services de santé ruraux. Le FISE a envoyé du matériel et des fournitures.

50. Au Bassoutoland, l'OMS a participé, de 1956 à 1959, à une enquête sur la nutrition en vue de déterminer la fréquence des maladies de carence et de recueillir des données précises sur lesquelles fonder le dépistage, la prévention et le traitement de ces maladies. Deux nutritionnistes, dont un médecin, ont procédé à des études diététiques sur 182 familles choisies dans seize villages des plateaux et des collines et à l'étude clinique de 1.107 personnes de ces mêmes villages et de leurs écoles. Les experts ont notamment entrepris des enquêtes socio-anthropologiques et des études sur la mortalité infantile, la pellagre et le kwashiorkor, maladie de carence des enfants. Ils se sont également occupés de la formation du personnel local et de l'éducation de la population en matière d'hygiène. Des conférences traitant des principes de base de la nutrition et exposant les conclusions de l'enquête ont été organisées, avec la coopération de l'Ecole d'agriculture, du Ministère de l'éducation et de l'Institut universitaire de Rome, à l'intention des instituteurs, des auxiliaires agricoles, des agriculteurs et des cercles féminins. Le Concours agricole de Maseru a, par ailleurs, fourni une autre occasion de vulgariser les principes d'une bonne nutrition. D'une manière générale, la population et les autorités locales se sont beaucoup intéressées à l'action entreprise. Les problèmes de la nutrition au Bassoutoland sont évidemment liés à ceux de l'agriculture et de l'éducation, ainsi qu'à des facteurs sociaux et anthropologiques. Comme suite à l'enquête, on envisage maintenant un plan d'action quadripartite qui associerait le gouvernement, le FISE, l'OMS et la FAO.

51. Un ingénieur sanitaire de l'OMS a été envoyé au Ghana, à la fin de 1958, pour y lancer un des plus importants programmes d'assainissement, en aidant le gouvernement de ses conseils pour les problèmes urgents, notamment l'adduction d'eau et l'évacuation des déchets liquides. Dans toutes les collectivités du Ghana, le besoin d'améliorer l'approvisionnement en eau afin de garantir à chaque foyer une quantité suffisante d'eau pure se fait vivement sentir. La pénurie d'ingénieurs sanitaires constituant l'un des problèmes les plus pressants, l'expert de l'OMS a inspecté les établissements de formation, tels que

16 Collège de technologie de Kumasi, afin d'étudier la possibilité de créer un cours spécial de technique sanitaire; il a également donné une série de conférences aux étudiants de l'Institut de Kumasi. Il a recommandé la création d'un Office national de l'assainissement qui grouperait des représentants de divers ministères et assurerait une meilleure coopération pour la solution des problèmes d'assainissement. A la fin du premier semestre de 1959, un projet d'aménagement des égouts d'Accra était prêt à être soumis à l'examen du Ministère des travaux publics et du logement.

#### J. Education

52. L'UNESCO a fourni une assistance technique aux pays africains tant dans le cadre du PEAT que dans celui de son Programme ordinaire. Trois projets ayant trait à l'administration de l'enseignement et à l'enseignement des sciences sont cités ci-après, à titre d'exemples.

53. Un expert de l'organisation de l'enseignement a été envoyé en mission au Soudan, ainsi qu'un spécialiste des statistiques de l'éducation. A la suite de leurs travaux, un Comité d'organisation composé du recteur de l'Université de Khartoum, du Directeur de l'enseignement et de neuf hauts fonctionnaires de l'enseignement, a été créé sous la présidence de cet expert. En 1959, le Comité s'est efforcé de définir les objectifs de l'enseignement au Soudan, a étudié l'organisation actuelle de l'enseignement et a recommandé l'adoption d'un plan de cinq ans.

54. L'UNESCO avait été priée d'envoyer au Sierra Leone, qui manquait de professeurs de sciences diplômés, un conseiller pour l'enseignement des sciences, qui puisse également enseigner la biologie et les sciences dans l'une des écoles du protectorat. Au cours des deux premières années de sa mission commencée en 1956, cet expert, bien qu'il eût un horaire très chargé, a élargi le cadre de son action en organisant des activités scolaires collectives, en introduisant l'emploi des auxiliaires visuels et autres, en donnant des causeries radio-diffusées à l'intention des professeurs, et en aidant le Département de l'éducation à organiser et installer des laboratoires. Grâce à la coopération

des Départements de l'agriculture et des forêts, les élèves ont eu l'occasion de s'instruire sur le terrain par des excursions et des visites de stations agricoles, et en assistant aux cours de perfectionnement destinés aux moniteurs agricoles. Comme il n'existait pas d'ouvrages sur l'histoire naturelle du ~~Sierra~~ Leone, l'expert de l'UNESCO a entrepris la préparation d'une série de manuels illustrés sur la faune et la flore du pays, avec l'aide des Directeurs de l'agriculture et des forêts. Le succès de ces multiples activités a conduit les autorités à élargir le mandat de l'expert et à lui confier le soin d'améliorer et de réorganiser l'enseignement des sciences. Dans le cadre de cette nouvelle tâche, l'expert a préparé des programmes d'enseignement des sciences et des sciences naturelles dans les écoles primaires et les écoles normales d'instituteurs, et la production d'auxiliaires concrets de l'enseignement a été accélérée. Il a lancé en outre, avec la coopération d'une institution spécialisée des Etats Unis, un programme de fabrication de bandes de projection fixe. Le Département de l'éducation a fait l'acquisition d'ouvrages de bibliothèque scientifique, qui ont été envoyés aux écoles et aux écoles normales. Plusieurs des manuels préparés par l'expert seront publiés en Grande-Bretagne.

55. L'expert a également inspecté un grand nombre d'écoles dans d'autres parties du pays et a organisé des cours de perfectionnement à l'intention des professeurs de sciences. Le succès d'une causerie hebdomadaire sur l'histoire naturelle, faite à titre d'essai et radiodiffusée par une station d'amateur, a montré que les émissions éducatives transmises par un poste à faible puissance offraient d'excellentes possibilités dans les provinces. Tandis que la question était encore à l'étude au Département de l'éducation en 1959, le Département de l'Agriculture commandait déjà du matériel pour établir un réseau de communication entre le service central et les stations agricoles isolées.

56. La mission de six mois accomplie en République Arabe unie par un spécialiste de l'enseignement des sciences, est un exemple de l'assistance fournie en 1959 dans le cadre du Programme ordinaire de l'UNESCO. Cette mission

consistait à aider à l'établissement d'un programme détaillé de construction et d'aménagement de laboratoires de sciences dans les écoles secondaires. Il devait également, compte tenu des conditions et des besoins locaux, faire des suggestions concernant la réparation, l'entretien et le stockage du matériel et de l'équipement scolaire, élaborer une politique à long-terme de gestion des laboratoires scolaires, et donner des directives en vue de la production d'auxiliaires visuels pour l'enseignement des sciences.

K. Développement communautaire

57. Ce chapitre comprend l'assistance technique en matière d'éducation de base et d'éducation extra-scolaire, dans le domaine du développement communautaire proprement dit, ainsi que l'assistance aux centres communautaires s'occupant de vulgarisation agricole, d'économie ménagère, de questions de nutrition et d'hygiène rurale. L'ATNU, à qui incombe essentiellement le développement social et le bien-être des collectivités, a agi de concert avec d'autres organisations participantes - l'OIT, la FAO, l'UNESCO et l'OMS - qui ont fourni une assistance dans leurs domaines respectifs.

58. Comme on l'a mentionné plus haut, un expert du développement communautaire s'est rendu au Libéria en 1959, dans le cadre du Programme ordinaire de l'ATNU. Au Maroc, une équipe composée de deux experts et de deux experts adjoints a poursuivi la réalisation d'un programme de développement communautaire commencé en 1957. Les experts s'occupent de l'élaboration de projets-pilotes intégrés au programme de développement national.

59. Un expert a été envoyé au Soudan, à la fin de 1958, pour s'occuper de l'établissement d'un programme étendu de développement communautaire et coordonner les diverses activités entreprises dans des domaines connexes, celui de l'éducation de base, par exemple. En 1959, il a également donné des conseils sur l'organisation, dans diverses régions du pays, de certains projets de développement communautaire aux fins de démonstration et de formation. En 1958, un expert a effectué une enquête sur les conditions économiques et sociales en Tunisie et organisé plusieurs projets-pilotes en matière de développement communautaire dans différentes régions. Depuis avril 1959, il

est secondé par un expert-adjoint. Une bourse de perfectionnement a été octroyée dans le cadre de ce projet.

60. Le financement de deux projets régionaux de développement communautaire a été assuré par le programme ordinaire de l'ITNU. Six experts en mission dans les pays africains se sont joints aux délégations nationales participant au Cycle d'études sur le développement communautaire qui s'est réuni en septembre 1959 à Addis-Abeba, sous les auspices de la CEA. L'Organisation des Nations Unies a organisé, conjointement avec la Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara (CCTA), un voyage d'études à l'intention des participants venus d'Afrique occidentale, qui leur a permis de visiter des centres de développement communautaire au Soudan, en Ouganda, au Ghana et dans la République soudanaise. L'expérience qu'ils ont ainsi acquise devrait apporter une contribution utile au développement communautaire dans leur propre pays.

61. En Ethiopie, les méthodes et techniques de développement communautaire appliquées par les experts de l'UNESCO ont continué, en 1959, à susciter un vif intérêt dans la population locale. Le programme des études a été révisé en cours d'année, afin de réserver plus de temps à la formation pratique et le niveau d'admission a été relevé. Stagiaires et villageois ont tiré profit d'un certain nombre d'initiatives telles que le développement des travaux de construction réalisés avec la coopération des étudiants et du personnel, une enquête sociale entreprise dans le village de Majete et l'aménagement d'une bibliothèque et d'un musée.

62. Dans le cadre de son programme ordinaire, l'UNESCO a envoyé dans le sud du Cameroun un expert chargé d'effectuer une enquête sur l'analphabétisme et de préparer un programme d'alphabétisation en coordonnant les activités du gouvernement et les efforts des institutions travaillant en ce sens à titre bénévole. Après avoir parcouru la région, l'expert a conclu que, si la population des villes et des villages situés au bord des routes s'intéresse aux efforts de développement et d'alphabétisation, les habitants des villages

de l'intérieur demeurent encore indifférents et ne sont pas en mesure de tirer profit des centres d'alphabétisation existants, qui sont très éloignés de chez eux. L'expert a présenté un plan complet d'alphabétisation d'une durée de cinq ans, qui est actuellement en cours d'examen.

63. Dans la Nigeria orientale, le projet de services d'hygiène rurale de l'OMS est le prolongement des activités précédemment appuyées par cette institution dans le domaine de l'hygiène maternelle et infantile. Quatre experts travaillent à la réalisation d'un programme centralisé qui insiste particulièrement sur cet aspect de l'hygiène et est mis en oeuvre à proximité de l'un des principaux centres de développement communautaire de la Nigeria orientale. L'assistance fournie a pour but d'intensifier la formation reçue par les diverses catégories d'auxiliaires médicaux nécessaires et de développer progressivement le réseau de dispensaires qui dessert les régions rurales où le succès de la campagne de lutte contre le pian a éveillé l'intérêt de la population pour les problèmes de la santé publique. Les "travailleurs de choc" de ces services d'hygiène rurale sont les infirmières, les sages-femmes et les hygiénistes qui font équipe dans les dispensaires locaux. Certains agents qui avaient pour rôle de signaler les cas de pian ont appris à devenir de bons auxiliaires médicaux. Le FISE fournit des véhicules et du matériel aux centres de formation et aux dispensaires, ainsi que du lait écrémé en poudre dont ces services assurent la distribution.

#### L. Autres services sociaux

64. Cette rubrique groupe les diverses activités d'assistance technique qui ont une incidence marquée sur le développement économique, bien qu'elles soient de nature essentiellement sociale ou culturelle.

65. Une spécialiste des questions de la protection sociale, détachée en Ethiopie, a poursuivi sa mission dans ce pays au titre du programme ordinaire de l'ATNU. Le gouvernement l'a autorisée à organiser, en 1959, un cours d'une durée de deux ans, qui prépare à un diplôme d'assistance sociale et comptait, au départ, douze élèves. Ce cours est du niveau de l'enseignement supérieur et consiste, pour deux tiers du temps en travaux pratiques, et pour un tiers, en conférences, discussions, groupes d'études, etc. Il a pour objectif de former en Ethiopie un noyau d'assistants sociaux diplômés.



66. Un spécialiste des questions générales de protection sociale, détaché par l'ATNU, est en mission au Maroc depuis 1957. Sur ses recommandations, le Maroc a bénéficié en 1959 de cinq bourses d'études au Canada, de douze mois chacune.

67. Le deuxième cycle d'études des Nations Unies pour les pays arabes sur la prévention du crime et le traitement des délinquents a eu lieu en 1959 à Copenhague, sur l'invitation du gouvernement danois, chaque pays étant prié de désigner deux représentants. Parmi les pays africains représentés à ce cycle d'études se trouvaient la République Arabe unie, le Soudan et la Libye.

68. La formation de nouveaux Etats a relancé l'intérêt porté aux moyens d'information des masses, à la télévision notamment et augmente les besoins d'assistance dans ce domaine. Un spécialiste des émissions scolaires devait être envoyé au Ghana pour un an dans le cadre du Programme ordinaire de l'UNESCO.

69. Comme suite à la visite préliminaire d'un membre du personnel de l'UNESCO, le gouvernement de la Tunisie a demandé qu'un expert vienne, dans le cadre du Programme ordinaire de l'UNESCO, examiner sur place les possibilités de recherches sociologiques. Cet expert est arrivé à la fin de 1959, pour une mission de quatre mois au cours de laquelle il étudiera le développement éventuel des sciences sociales.

70. La rapidité de l'évolution sociale en Afrique rend indispensable l'élaboration de statistiques toujours meilleures, sur lesquelles on puisse fonder des décisions. A la suite des recommandations de la CEA, l'UNESCO a réuni des renseignements sur les possibilités de formation dont peuvent profiter en Afrique les spécialistes des sciences sociales, et notamment ceux qui s'occupent d'économie et de statistique. A l'issue d'une étude préliminaire de l'Institut international africain, l'UNESCO a adressé des questionnaires aux établissements d'enseignement et autres autorités compétentes, et a désigné un expert qui, après avoir visité huit pays d'Afrique, a présenté son rapport final en 1959. Quinze pays membres de la CEA ont été invités, en novembre 1959, à participer à un cycle d'études régional sur les statistiques de l'enseignement, qui s'est tenu à Khartoum. Les débats ont porté sur les problèmes que posent à

ces pays le rassemblement et la publication des statistiques de l'enseignement, et notamment la mise en œuvre de la recommandation de l'UNESCO relative à la Normalisation internationale des statistiques de l'éducation.

### III. PERSPECTIVES

71. Tandis qu'il préparait ses recommandations relatives au Programme élargi pour 1960, le BAT a dûment tenu compte de la résolution 2 (I) adoptée par la CEA à sa première session et a fait un effort tout particulier pour y donner suite : comme le montre l'annexe B, il a augmenté considérablement le montant de l'assistance consentie à la Guinée et maintenu l'accroissement, pour modeste qu'il soit, de la part consacrée à l'ensemble de la région africaine. Il ne faut pas oublier, à ce propos, que, tant que les ressources destinées au financement du Programme restent sensiblement les mêmes, l'accroissement de l'assistance accordée à une région implique une diminution de celle dont bénéficient les autres. Le Bureau a donc souligné que les ajustements qu'on voudrait introduire dans les montants consacrés à des programmes nationaux, sur la base de résolutions de l'Assemblée générale ou des Commissions économiques régionales, seraient à envisager sur une période de plusieurs années.

72. L'avenir de l'assistance technique destinée aux pays et territoires africains est directement lié à celui de l'ensemble du Programme élargi. Plusieurs gouvernements ont annoncé des contributions plus élevées pour 1960; cinq pays de la région africaine ont augmenté leur contribution tandis qu'un autre fournissait la sienne pour la première fois. Ceci dit, l'augmentation estimée pour l'ensemble des ressources du PEAT, bien qu'encourageante, demeure modique et l'on ne pourrait s'attendre que le montant consacré au Programme de 1960 soit sensiblement supérieur aux sommes effectivement dépensées pour celui de l'année en cours.

73. Par ailleurs, le montant total des ressources dont les Nations Unies disposeront en 1960 pour les activités d'assistance technique tant en Afrique que dans les autres régions sera nettement plus élevé, par suite de la création du Fonds spécial des Nations Unies, qui a commencé à fonctionner en 1959.

ANNEXE A

Liste des représentants-résidents et des correspondants du BAT en Afrique,  
en novembre 1959.

ETHIOPIE

M. Theodor O.P. Lilliefelt  
Représentant résident du Bureau de  
l'assistance technique des Nations Unies  
Boîte postale 1904  
Addis-Abeba

TECABOARD  
ADDIS-ABEBA (ETHIOPIE)

Tél. 1772

Adresse :  
No.6 Etage Dessié (3ème)  
Ethiopian Electric Light and Power  
Authority Building  
Haile Selassie I Star Square  
Addis-Abeba

GHANA

M. Wilfrid Benson  
Représentant résident du Bureau de  
l'assistance technique des Nations Unies  
Boîte postale 1423  
Accra

UNATIONS  
ACCRA (GHANA)

Tél. 3963, poste 66

Adresse :  
Ghana Ministry Area, off Rowe Road  
(près de Independence Arch)  
Accra

M. Kouros Satrap  
Représentant résident adjoint

LIBERIA

Dr. Stanley Thornton  
Correspondant du Bureau de l'assistance  
technique des Nations Unies  
Boîte postale 274  
Monrovia

OMNIPRESS  
MONROVIA (LIBERIA)

Tél. 484

Adresse :  
24, Broad Street  
Monrovia

LIBYE

M. Harold E. Caustin  
Représentant résident du Bureau de  
l'assistance technique des Nations Unies  
Boîte postale 217  
Bengazi

Adresse :  
Omar Tousson Square  
Bengazi

Bureau auxiliaire

Boîte postale 358  
Tripoli

Adresse :  
23 Sciara Damasco  
Tripoli

MAROC

M. Léonce Bloch  
Agent du Bureau de l'assistance technique  
des Nations Unies  
Boîte postale 524  
Chellah  
Rabat

Adresse :  
Rue de l'Atlas (entre l'Avenue de Marrakech et  
la rue de Khouribga)  
Rabat

REPUBLIQUE ARABE UNIE

M. Taghi Nasr  
Représentant résident du Bureau de  
l'assistance technique des Nations Unies  
Boîte postale 982  
Le Caire  
Province égyptienne  
R.A.U.

Adresse :  
7, Sharia Lazoghly  
Isis Building  
Garden City  
Le Caire

M. A.E. Saenger  
Représentant résident adjoint

UNATIONS  
BENGAZI (LIBYE)

Tél. 2295  
2479

UNATIONS  
TRIPOLI

Tél. 2432  
2352

TECABOARD  
RABAT (MAROC)

Tél. 315-91

TECABOARD  
LE CAIRE (RAU)

Tél. 24697  
25710  
27801

## SOMALIE

M. J.J. Cebe-Habersky  
Correspondant du Bureau de l'Assistance  
technique des Nations Unies

UNACS

Boîte postale 24  
Mogadiscio

## SOUDAN

M. Rahat Bokhari  
Représentant résident du Bureau de  
l'assistance technique des Nations Unies  
Boîte postale 913  
Khartoum

Adresse :  
House No.7, Block 5 R.F.E.  
Gordon Avenue  
Khartoum

## TOGO

M. Wilfrid Benson  
Représentant spécial du Bureau de  
l'assistance technique des Nations Unies  
Boîte postale 1423  
Accra  
Ghana

## TUNISIE

M. Alexander Shaw  
Représentant résident p.f. du Bureau  
de l'assistance technique des Nations Unies  
Boîte postale 863  
Tunis

Adresse :  
Pavillon ONU  
Place du Gouvernement  
Tunis

UNATIONS  
MOGADISCIO (SOMALIE)

Tél. 682

TECABOARD  
KHARTOUM (SOUDAN)

Tél. 80121

UNATIONS  
ACCRA (GHANA)

Tél. Accra 3963,  
poste 66

TECABOARD  
TUNIS (TUNISIE)

Tél. 261.905-8

Annexe B

Tableaux statistiques concernant l'assistance technique en Afrique

Notes explicatives

1. Tous les totaux ont trait à l'ensemble de l'Afrique, y compris les îles. Dans d'autres rapports du BAT, la région égyptienne de la République Arabe unie est traitée comme partie de la région du Moyen-Orient.
2. Toutes les données pour 1958 correspondent au programme tel qu'il a été effectivement réalisé. Le coût de certains programmes nationaux a été englobé dans le chiffre relatif à la région et ne figure pas, en pareil cas, à la rubrique concernant le pays. Les dépenses au titre du Programme élargi pour 1958 comprennent la part des frais locaux afférents aux services des experts que remboursent les gouvernements requérants. On ne peut donc pas comparer ces chiffres à ceux des autres années, dans lesquels ces frais n'ont pas été compris.
3. Toutes les données pour 1959 portent sur les programmes approuvés. Les dépenses autorisées au titre des cas d'urgence avant le 1er novembre 1959 ont été ajoutées.
4. Le programme de la Catégorie I pour 1960 est le programme dont l'adoption a été recommandée au CAT par le BAT.
5. Le terme "bourses" couvre les bourses d'études, les subventions pour études et les stages pratiques. Les totaux "régionaux" ne pourront être ventilés et répartis par nationalités que lorsque les statistiques pour 1959 et 1960 seront effectivement disponibles.
6. Les programmes nationaux des pays membres de la Communauté française, créés par l'article I de la Constitution, font l'objet de rubriques distinctes pour 1960 : pour les années précédentes, voir les rubriques Afrique équatoriale française et Afrique occidentale française.
7. Les abréviations (Bel.), (Fr.), (It.) et (RU) indiquent les territoires sous tutelle des Nations Unies placés sous l'administration de la Belgique, de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni, respectivement. Pour les programmes complets du Kenya, du Tanganyika (RU) et de l'Ouganda, il conviendra de tenir compte de la rubrique "Est Africain britannique".

Tableau 1

Dépenses d'exécution du Programme en Afrique (1958-1960)  
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

	1958			1959			1960
	<u>PEAT</u>	<u>Ordinaire</u>	<u>Total</u>	<u>PEAT</u>	<u>Ordinaire</u>	<u>Total</u>	<u>PEAT</u>
Afrique équatoriale française				44,8		44,8	
Afrique occidentale française	15,6		15,6				
Algérie (Départements français de l')	3,0		3,0	4,0	12,0	16,0	4,0
Bassoutoland	16,0	25,0	41,0	22,7	25,0	47,7	35,0
Betchouanaland	16,0		16,0	23,7		23,7	28,5
Cameroun (Fr.)				17,5	1,4	18,9	
Cameroun (RU)					9,2	9,2	43,6
Congo, République du							4,5
Congo Belge et Ruanda-Urundi (Belg.)		12,9	12,9		8,1	8,1	
Côte d'Ivoire, République de la					0,4	0,4	7,5
Dahomey, République du							7,5
Est Africain britannique	57,8	1,6	59,4	95,3		95,3	85,6
Ethiopie	481,2	141,4	622,6	428,0	99,4	527,4	416,7
Gambie	9,5	0,7	10,2	8,0		8,0	36,0
Ghana	221,0	42,8	263,8	278,9	44,1	323,0	304,9
Guinée					13,1	13,1	131,8
Kenya	51,5	7,8	59,3	40,0	13,2	53,2	67,3
Libéria	238,6	117,3	355,9	214,0	80,7	294,7	194,5
Libye	735,8	166,7	902,5	708,7	83,2	791,9	640,0
Maroc	184,5	74,5	259,0	324,1	65,1	389,2	306,7
Ile Maurice	88,1	19,0	107,1	75,0	30,3	105,3	
Niger, République du							7,0
Nigéria, Fédération de la	90,5	76,3	166,8	108,4	92,0	200,4	139,9

Source: United Nations.

Tableau 1 (suite)

	1958			1959			1960
	PEAT	Ordinaire	Total	PEAT	Ordinaire	Total	PEAT
Ouganda	47,8	19,9	67,7	15,3	33,3	48,6	21,7
République Arabe unie (Région égyptienne)	830,6	192,9	1.023,5	854,1	173,4	1.027,5	780,2
République Centrafricaine					1,2	1,2	
République Gabonaise							3,0
République Malgache							11,5
République Soudanaise							10,0
République Voltaïque							3,0
Réunion	35,4		35,4				
Rhodésie et Nyassaland	36,4	7,8	44,3	21,0	3,9	24,9	14,5
Sainte-Hélène		17,6	17,6		10,0	10,0	
Sénégal, République du					7,0	7,0	7,5
Seychelles	24,8	18,9	43,7	18,8	10,3	29,1	26,1
Sierra-Leone	71,8		71,8	41,7	27,7	69,4	24,2
Somalie britannique	21,4	0,8	22,2	22,7		22,7	38,7
Somalie (It.)	87,0	41,0	128,0	118,7	31,6	150,3	134,3
Souaziland				10,7		10,7	16,6
Soudan	455,1	102,4	557,5	384,1	94,0	478,1	398,3
Tanganyika	135,6		135,6	118,1	4,0	122,1	88,7
Tchad, République du							10,0
Territoires portugais d'Afrique		53,2	53,2	4,3	18,4	22,7	
Togo				91,4	5,3	96,7	77,4
Tunisie	270,6	95,6	366,2	335,1	82,9	418,0	319,4
Union Sud-Africaine		23,1	23,1		44,1	44,1	
Zanzibar	48,2	18,2	66,4	43,6	10,5	54,1	56,1
Projets régionaux	371,8	586,9	58,7	616,5	423,9	1.040,4	528,7
	4.645,7	1.926,8	6.572,5	5.089,2	1.558,7	6.647,9	5.030,9
A déduire : dépenses locales	308,0		308,0				
	4.337,7	1.926,8	6.264,5				



Tableau 2  
Missions d'experts en Afrique (1958-1960)

	1958			1959			1960
	PEAT	Ordinaire	Total	PEAT	Ordinaire	Total	PEAT
Afrique équatoriale française				6		6	
Afrique occidentale française	3		3				
Algérie (Départements français de l')	2		2	2		2	1
Bassoutoland		2	2	4	2	6	4
Betchouanaland				4		4	4
Cameroun (Fr.)					1	1	2
Cameroun (RU)					1	1	
Côte d'Ivoire, République de la					1	1	
Est Africain britannique	6		6	9		9	8
Ethiopie	41	17	58	35	9	44	32
Gambie	1	1	2	1		1	4
Ghana	23	2	25	24	4	28	24
Guinée					4	4	9
Kenya	5	2	7	5		5	6
Libéria	18	11	29	19	9	28	18
Libye	90	17	107	71	8	79	61
Maroc	23	10	33	39	2	41	34
Ile Maurice	10	3	13	9	4	13	
Niger, République du					12	12	1
Nigéria, Fédération de la	8	12	20	10	6	16	10
Ouganda	3	1	4	2	3	5	2
République Arabe unie (Région égyptienne)	85	24	109	93	13	106	92
République Centrafricaine					1	1	
République Malgache							1
République Soudanaise							1

Tableau 2 (suite)

	1958			1959			1960
	PEAT	Ordinaire	Total	PEAT	Ordinaire	Total	PEAT
Réunion	4		4				
Rhodésie et Nyassaland	5		5	2		2	
Sainte-Hélène		3	3		1	1	
Sénégal, République du					1	1	
Seychelles	2	1	3	2	1	3	2
Sierra-Leone	6		6	5	2	7	3
Somalie britannique	2		2	3		3	3
Somalie (It.)	7	12	19	11	5	16	10
Souaziland				2		2	2
Soudan	45	11	56	36	10	46	36
Tanganyika (RU)	13	5	18	9		9	8
Tchad, République du							1
Territoires portugais d'Afrique				1		1	
Togo				4	2	6	12
Tunisie	39	10	49	37	8	45	29
Zanzibar	6	3	9	5	1	6	5
Projet régionaux	32	25	57	46	12	58	53
TOTAL	479	172	651	496	123	619	458

Tableau 3

Bourses accordées à des pays et territoires d'Afrique (1958-1960)

	1958			1959			1960
	PEAT	Ordinaire	Total	PEAT	Ordinaire	Total	PEAT
Afrique équatoriale française		5	5	8		8	
Afrique occidentale française		8	8				
Algérie (Départements français de l')	1		1		6	6	
Bassoutoland		1	1	1		1	1
Cameroun (Fr.)		2	2	7		7	5
Congo Belge et Ruanda-Urundi (Belg.)		13	13	4	3	7	
Côte d'Ivoire, République de la							3
Dahomey, République du							3
Est Africain britannique					3	3	
Ethiopie	10	19	29	16	3	19	6
Gambie	1		1				
Ghana	13	10	23	5	5	10	6
Guinée							6
Kenya	1	5	6	1	2	3	3
Libéria	8	6	14	2	3	5	
Libye	31	25	56	23	10	33	12
Maroc	10	12	22	14	13	27	1
Ile Maurice		2	2				
Nigéria, Fédération de la	2	11	13	5	9	14	7
Ouganda	1	1	2	1	1	2	2
République Arabe unie (région égyptienne)	49	68	117	36	43	79	30
République Gabonaise							1
République Malgache		4	4				2
République Soudanaise							1

Tableau 3 (suite)

	1958			1959			1960
	PEAT	Ordinaire	Total	PEAT	Ordinaire	Total	PEAT
Rhodésie et Nyassaland	1	5	6	9	2	11	7
Sénégal, République du							3
Seychelles		1	1				
Sierra-Leone	1	2	3		3	3	
Somalie britannique		1	1				
Somalie (It.)	10	14	24	11		11	4
Soudan	29	18	47	6	5	11	9
Tanganyika (RU)		1	1	1	1	2	
Tchad, République du							1
Territoires portugais d'Afrique		23	23		7	7	
Togo		1	1	3		3	2
Tunisie	14	18	32	13	7	20	7
Union Sud-Africaine		10	10		13	13	
Projets régionaux				113	18	131	111
TOTAL	182	286	468	279	157	436	233

Tableau 4 - Domaines d'activité (1959-1960)

	<u>A. Missions d'experts en Afrique</u>			
	1959		1960	
	PEAT (approuvé) Mois de travail	%	PEAT (recommandé) Mois de travail	%
1. Elaboration et mise en oeuvre de plans de développement, services administratifs, inventaire des ressources.	531	12,8	642	16,0
2. Energie, transports et communications	237	5,7	247	6,2
3. Production industrielle	90	2,2	69	1,7
4. Agriculture	937	22,6	733	18,3
5. Développement du commerce, coopératives, formation professionnelle et technique	484	11,6	523	13,0
6. Services sanitaires	1.019	24,6	1.171	29,2
7. Education	321	7,7	199	5,0
8. Développement communautaire	477	11,5	388	9,7
9. Autres services sociaux	52	1,3	35	0,9
TOTAL	4.148	100,0	4.007	100,0

	<u>B. Bourses accordées à l'Afrique</u>			
	1959		1960	
	PEAT (approuvé) Mois de travail	%	PEAT (recommandé) Mois de travail	%
1. Administration publique	210	14,0	194	14,3
2. Services d'intérêt public	71	4,8	86	6,4
3. Production industrielle	40	2,7	18	1,3
4. Agriculture	383	25,6	228	16,8
5. Développement du commerce, coopératives, formation professionnelle et technique	189	12,6	124	9,2
6. Services sanitaires	170	11,4	174	12,8
7. Education	102	6,8	267	19,7
8. Développement communautaire	316	21,1	197	14,5
9. Autres services sociaux	15	1,0	67	5,0
TOTAL	1.496	100,0	1.355	100,0